



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025- 256 du 17 juillet 2025, mettant en demeure la société ECOPUR/SEVIA de respecter l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2010-183 du 9 novembre 2010 l'autorisant à exploiter, au 8, impasse des Petits Marais à Gennevilliers, un centre de transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets banals d'assainissement.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L.511-1 et L.171-8,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal GAUCI en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024, portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté préfectoral DRE n° 2010-183 du 9 novembre 2010 autorisant la société ECOPUR à exploiter, au 8, impasse des Petits Marais à Gennevilliers, un centre de transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets banals d'assainissement,

Vu l'arrêté SGAD n°2024-50 du 18 novembre 2024, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2010-183 précité indiquant que l'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment, dans le cadre de la prévention des pollutions accidentelles,

Vu le rapport établi le 29 novembre 2021 par le bureau de contrôle Veritas, constatant l'absence de documentation sur l'équipement de la société ECOPUR/SEVIA, et plus particulièrement le défaut d'information sur les épaisseurs nominales et minimales acceptables des matériaux, impliquant l'impossibilité de vérifier la conformité des mesures,

Vu le même rapport du 29 novembre 2021 constatant des valeurs en dessous de la moyenne s'agissant de l'épaisseur de la cuve n° 8,

Vu la visite réalisée en 2023 par l'inspection des installations classées dans l'établissement de la société ECOPUR/SEVIA situé 8, impasse des Petits Marais à Gennevilliers, constatant les conclusions du rapport précité, présenté par l'exploitant,

Vu la visite réalisée le 27 mai 2025 par l'inspection des installations classées dans l'établissement précité, constatant que l'exploitant n'a pas mis en place de plan d'action visant à remédier aux non conformités constatées en 2021 par le bureau Veritas et signalées à ses services en 2023,

Vu la même visite du 27 mai 2025 par l'inspection des installations classées constatant que la société ECOPUR/SEVIA envisage de repérer visuellement les zones corrodées des cuves afin de les corriger si nécessaire avant de faire procéder à de nouvelles mesures d'épaisseur,

Vu le rapport en date du 26 juin 2025 du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, constatant, à la suite de la visite du 27 mai 2025 précitée, le non respect de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2010-183 du 9 novembre 2010 précité,

Vu le même rapport du 26 juin 2025 proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société ECOPUR/SEVIA, afin que soient respectées les dispositions de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2010-183 du 9 novembre 2010 précité,

Vu le courrier en date du 26 juin 2025 de madame la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que la société ECOPUR/SEVIA était informée dès 2021 qu'il n'était pas possible de contrôler à tout moment l'étanchéité des réservoirs, en méconnaissance de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter son installation,

Considérant qu'en 2023, la société ECOPUR/SEVIA avait porté à la connaissance de l'inspection des installations classées les non conformités constatées sur son installation en 2021,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 27 mai 2025, qu'il n'était toujours pas possible de contrôler à tout moment l'étanchéité des réservoirs de l'installation exploitée par la société ECOPUR/SEVIA,

Considérant que ce manquement constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société ECOPUR/SEVIA, représentée par son directeur, pour son établissement situé 8, impasse des Petits Marais à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2010-183 du 9 novembre 2010 précité, relatif à l'étanchéité des réservoirs.

Elle doit mettre en place les actions correctives nécessaires afin d'assurer le bon état des réservoirs et limiter ainsi le risque de fuite.

ARTICLE 2 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Pascal GAUCI

